

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

S O M M A I R E

E. CAVA. — Le Parti communiste en Italie. La pénétration dans l'armée ..	1	BORIS SOUVARINE. — Deux nouvelles biographies de Staline	9
LUCIENNE REY. — A propos de l'année de la femme : La femme en Pologne	3	XAVIER RAUFER. — Les mouvements d'extrême-gauche au Portugal (maoïstes, trotskystes, activistes ; les pôles de regroupement	13

Le Parti communiste en Italie

La pénétration dans l'armée

L'EXPERIENCE chilienne a vivement impressionné le P.C. italien dans la mesure où les forces armées ont eu le rôle principal dans cette aventure. Allende s'était vanté de les avoir conquises et c'est bien vrai, il les a neutralisées pendant longtemps. Mais lorsque l'anarchie, qui va de pair avec la démagogie s'est heurtée trop violemment aux principes qui constituent le credo militaire, alors la rupture est devenue inévitable.

Les communistes italiens ont tiré de tout cela deux conclusions très pertinentes. La première, qui devait déboucher sur le fameux « compromis historique », c'est qu'une victoire remportée avec la moitié des suffrages plus une voix ne signifie pas grand chose lorsqu'il faut continuer de faire face à l'opposition de la plus grande partie de la classe moyenne, à côté d'une armée de type classique dont le réveil est dangereux. La seconde, c'est que la prise du pouvoir est véritablement certaine là où les forces armées sont acquises ou tout au moins partagées, de façon à paralyser tout pronunciamento de la part des irréductibles. En Italie surtout où l'Etat est discrédité, l'Eglise empoisonnée, la

magistrature déchirée, l'enseignement terrorisé, l'Université gagnée au marxisme et la police désorientée, l'armée reste, par principe, l'unique barrage efficace contre une conquête du pouvoir à la façon d'Allende.

De là donc, la nécessité pour le P.C. d'amener l'armée à se plier à son pouvoir par une approche habile, progressive et « sans douleur ». Avant tout, la neutraliser en faisant disparaître le préjugé envers le communisme ; ensuite, l'intéresser par un programme séduisant ; enfin la conquérir, en lui donnant la conviction que seule le P.C.I. est aujourd'hui en mesure de rétablir l'ordre et d'administrer la justice. Naturellement, pour que cette tentative de séduction ne soit pas trop lente, il faut qu'elle aille de pair avec une manœuvre plus hardie et plus directe. De cela découlent deux mouvements nettement distincts : la conquête de la base, la soumission du sommet.

En direction de la base, le P.C.I. pratique évidemment la démagogie la plus traditionnelle : réduction de la durée du service militaire, augmentation de la solde qu'il faudrait porter à 1.000 liras par jour, modifica-

tion radicale du code pénal militaire jusqu'à la suppression des peines de détention et des arrêts de rigueur, droits de défense de l'accusé par un avocat, création d'un syndicat des militaires, suppression de l'obligation d'obéissance lorsque l'exécution de l'ordre pourrait mettre en danger l'intégrité physique du soldat (projet Violante). A ce programme mirifique, présenté par *l'Unita* des 2 et 4 novembre 1973, et du 17 mars 1974, est venue s'ajouter l'exigence de faire entrer tous les journaux dans les casernes et d'y créer des « centres de culture » (*Unita*, 6-11-73) où les orateurs (du P.C.I.) pourraient venir raconter (à leur manière) l'histoire de l'Italie et mobiliser les soldats au nom de l'antifascisme (*Unita*, 21-2-74). Déjà le P.C.I. organise des réunions militaires communistes (*Unita*, 22-1-74) et il a des contacts réguliers avec les appelés à la veille de leur départ pour le service militaire (*Unita*, 24-3-74).

En ce qui concerne le sommet, il s'agit de mener l'action par la voie parlementaire, c'est-à-dire, à coup de propositions de lois qui, un beau jour recueilleraient une majorité suffisante à force d'être présentées sous les formes les plus diverses : renforcement du contrôle parlementaire quant au choix des armes et quant aux rapports entre les forces armées et l'industrie d'armement (*Unita*, 22-2-74); adjonction à la commission parlementaire de Défense d'une commission technique composée par « des militaires de tous grades ». Cette commission serait composée de membres « élus par les partis », par les « associations de maquisards » et par les syndicats (Projet Boldrini, *Unita*, 23-2-74). Elle interviendrait surtout dans la répartition des dépenses militaires et enlèveraient aux états-majors le droit de décision en ce qui concerne l'avancement des officiers (*Unita*, 21-2-74). On sait déjà qu'elle demanderait une réduction des dépenses destinées à l'O.T.A.N. (*Unita*, 3-11-73), et qu'elle exercerait un contrôle direct sur les services de renseignement (*Unita*, 21-2-74). Ces derniers, d'autre part, selon le projet Pecchioli, devraient échapper progressivement au contrôle des militaires pour ne plus dépendre que du pouvoir civil (présidence du conseil). Les parlementaires de la Commission de Défense (où siègent les communistes) devrait avoir accès à tous les documents *Top secret* des services de renseignement... L'arme qui inquiète le plus le P.C.I. (les carabiniers) devrait être placée sous contrôle civil.

Le P.C.I., d'autre part, a prévu des mesures pour réduire le plus possible l'efficacité des différentes armes : recrutement régional (*Unita*, 25-11-73), réduction de la période d'entraînement militaire (*Paese Serra* (4-11-73), et lui substituer progressivement une

formation professionnelle des appelés en vue de leur retour à la vie civile; abolition du concours d'entrée à l'Ecole de Guerre, qui devrait être ainsi ouverte à tous (*Unita*, 18-3-74); interdiction d'employer les carabiniers comme auxiliaires du service de contre-espionnage (*Unita*, 4-11-73).

Cette préoccupation de servir avec zèle les intérêts d'un éventuel agresseur, on la retrouve également dans les affirmations des principes recommandés par *l'Unita* : détacher l'Italie de la stratégie atlantique; obliger la politique militaire à s'aligner sur la politique étrangère de « détente » (*Unita*, 22-2-74); en finir avec la « subordination » de l'Italie aux Etats-Unis en matière d'armements et de matériel stratégique; modifier l'actuel dispositif des forces armées, car il est absurde de concentrer les quatre cinquièmes de ces forces dans le Nord-Est (Frioul et Vénétie-Julienne) face à une éventuelle brèche pratiquée par l'agresseur (*Unita*, 4-11-73). En finir également avec la présence des forces et des bases de l'O.T.A.N. en Italie, ainsi qu'avec l'intégration du commandement militaire dans l'O.T.A.N. (*Unita*, 22-2-74).

Tel est le programme actuel décrit par la presse communiste dans ses interventions systématiques dans le domaine militaire, soit pour gagner la sympathie de la troupe, soit pour paralyser l'action du commandement. L'antimilitarisme bon-enfant est donc dépassé : il a fait place à une vocation martiale bien orientée, c'est-à-dire, conforme aux plans stratégiques de ses inspirateurs soviétiques.

E. CAVA

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

A propos de l'année de la femme

La femme en Pologne

La résolution de l'O.N.U. (10 décembre 1974) demandant aux gouvernements de faire de 1975 l'Année internationale de la femme a conduit celui de Varsovie à donner plus de solennité encore à la déclaration du 8 mars, « journée de la femme » en Pologne. Les clichés les plus fatigués n'ont pas manqué, et, bien entendu, les « officiels » ont renchéri sur ce que les femmes doivent au régime de démocratie populaire. A les entendre, on croirait qu'elles doivent au régime actuel l'éga-

lité des droits politiques, les chances de promotion sociale, etc.

C'est évidemment faux, faux pour le présent et faux pour le passé. Faux pour le présent, car la condition de la citoyenne polonaise est bien moins riante qu'on ne l'assure. Faux pour le passé, car les Polonaises jouissaient avant la Deuxième Guerre mondiale de droits auxquels le régime communiste n'a rien ajouté (1).

Le passé : les premières militantes

Dès l'indépendance du pays, en 1918, les Polonaises, électrices et éligibles, furent considérées comme citoyennes à part entière. Elles obtinrent ces droits après une lutte menée pendant plus d'un demi-siècle, alors que la Pologne se trouvait partagée entre ses trois voisins. Leurs actions émancipatrices étaient facilitées, dès la fin du XIX^e siècle, par plusieurs facteurs.

D'une part, les nécessités économiques de la population d'un pays pauvre, comme l'était la Pologne, obligeaient nombre de jeunes filles et de femmes des centres urbains — sans parler de la campagne — à gagner leur vie pour aider la famille.

D'autre part, le mouvement d'émancipation féminine, dont le début remonte aux années 40 du XIX^e siècle, fut favorisé par les courants démocratiques et socialistes qui allaient de pair avec le désir de s'affranchir du « joug de la servitude », comme disaient les Polonais. C'est grâce à leurs efforts et démarches insistantes que les féministes obtinrent, en 1897, le droit pour les femmes d'étudier dans les universités de Cracovie et de Lwow, villes occupées par l'Autriche.

Une vingtaine d'années auparavant, dès 1878, des cercles (clandestins) de femmes socialistes avaient été créés à Varsovie d'où ils étendirent leur activité à d'autres villes. Les initiatrices et animatrices du mouvement — des jeunes filles issues des milieux bourgeois et de la noblesse — appartenaient à cette *intelligentsia* éclairée qui soutenait la lutte pour la liberté et la démocratie. Dévouées à la cause et très courageuses, elles s'attachèrent bientôt à associer à leur action des ouvrières qui vinrent les rejoindre dans le combat. Et le combat fut périlleux. Plusieurs militantes connurent, à partir de 1880, la prison tsariste, d'autres périrent pendant la déportation en Sibérie ou dans sa toundra. Certaines socia-

listes réussirent à gagner l'étranger et continuèrent d'agir de Paris, de Genève et d'ailleurs. Rosa Luxembourg qui, dans les années 90, se trouvait dans ce milieu — elle s'en sépara en 1893 — fut donc précédée par des dizaines de militantes polonaises connues, et nombre de ses contemporaines poursuivirent la lutte, tant dans son parti qu'aux partis socialiste polonais (P.P.S.) et social-démocrate de Galicie (2).

Vinrent les années révolutionnaires de 1905-1907, pendant lesquelles les militantes furent très actives, participant, aux côtés de leurs camarades hommes, aux grèves et aux manifestations. Le mouvement féminin, qui intensifia alors son action, fonda (au congrès de 1907) la *Société polonaise pour l'égalité des droits des femmes*. Dix ans plus tard, un programme détaillé précisait les revendications des femmes en matière d'égalité politique et économique.

Aussi, l'indépendance nationale trouva-t-elle un grand nombre de Polonaises prêtes à affronter les affaires publiques sans complexe, en personnes émancipées. Un an plus tard, le

(1) Entre autres déclarations, Edouard Gierek, dans son discours à la Rencontre nationale des femmes polonaises, le 6 mars dernier, mit en relief les avantages que la Pologne populaire accorda à la femme, à savoir : « la possibilité de réaliser ses aspirations professionnelles, participer activement à la vie politique et sociale du pays ». Et l'*Appel aux femmes polonaises*, publié à l'issue de cette Rencontre, proclamait : « La Pologne populaire nous a donné les chances de la promotion et de l'égalité sociales ». *Trybuna Ludu (La Tribune du Peuple)* du 7 mars 1975.

(2) Dans l'impossibilité de publier ici la longue liste de ces militantes, nous nous devons d'indiquer les noms de celles qui jouèrent un rôle dirigeant dans l'organisation ou ses différents groupes : Philippine et Sophie Plaskowicka, les sœurs Gruzewska, Pauline Kon et sa fille Hélène; les ouvrières Saloméja Burzalska et Maria Obromska; puis, Césarine Wojnarowska, Maria Jankowska-Mendelson, Viéra Koszut-ska, Maria Szeliga.

corps électoral envoya à la Diète et au Sénat des femmes, dont trois socialistes. De nombreuses autres, mettant à profit la démocratie, déployèrent leur action dans les municipalités. Les conseils municipaux de plusieurs dizaines de cités comprenaient des femmes ; parmi elles, nombre d'élues socialistes siégeaient tant au conseil de la capitale qu'à ceux de Lodz, de Radom, de Zgierz, de Tarnow et d'autres villes.

En même temps, l'instruction primaire étant devenue obligatoire pour les enfants des deux sexes, les filles eurent la possibilité de poursuivre leurs études, non seulement dans l'enseignement secondaire et supérieur, mais aussi technique, y compris les grandes écoles. Elles pouvaient travailler (sans parler des emplois agricoles) dans les principales branches d'activité économique — industrie et commerce, services hospitaliers et sociaux, services publics, enseignement et professions libérales. En règle générale, il n'y avait pas de barrage ni de discrimination en matière de promotion ou d'avancement des femmes. Les Polonaises formaient un tiers de la population active du pays, à peu près le même taux que les Françaises (34,2 %, en 1931).

La crise économique des années 30 joua fortement au désavantage de l'emploi féminin.

Le pourcentage des femmes employées dans la grande et moyenne industries, de 1931 à 1936, oscilla entre 22,5 % et 25,6 % pour retomber, deux ans plus tard, à 23,5 %. L'effectif féminin l'emportait « traditionnellement » dans les industries du vêtement (60,4 %) et du textile (53,4 %) ; il était cependant assez important dans celle de l'alimentation (37,2 %), celle du papier (35,3 %) et même dans l'électrotechnique (32,1 %).

En conséquence, la centrale syndicale polonaise (affiliée à la Fédération syndicale internationale (F.S.I.) dite d'Amsterdam) comptait dans ses rangs de nombreuses travailleuses dont plus d'une menait une fructueuse activité sur les plans local et fédéral. Le Parti socialiste (P.P.S.), particulièrement dynamique dans les milieux féminins, y recruta plusieurs milliers de membres. Ses instances dirigeantes comprenaient un nombre honorable de militantes, et notamment cinq au Conseil supérieur, à la veille de la dernière guerre.

Les femmes polonaises n'ont donc pas attendu le régime « populaire » pour être émancipées et se sentir indépendantes. Reste à savoir dans quelle mesure elles ont bénéficié des changements survenus dans le monde, pendant les trois dernières décennies, quant à leur position dans la société moderne.

Le présent : la deuxième population

La Pologne compte, en 1975, près de trent-quatre millions d'habitants, dont un peu plus de la moitié (52 %) appartient au « deuxième sexe ».

Ce sont les représentantes de ce « deuxième sexe » qui marquent une forte progression dans la vie active du pays. En 1962, elles constituaient un peu plus d'un tiers de l'ensemble des travailleurs — 35 %, proportion à peu près la même qu'en France —, huit ans plus tard ce taux atteignait 46,3 % (contre 38 % en France). Et à la campagne il est bien plus important (de l'ordre de 57,5 %), ce qui est habituel. Mais — fait remarquable — chez les cultivateurs individuels, les femmes « chefs d'entreprises » sont encore plus nombreuses (70 %). Il y a donc « féminisation » du métier de cultivateur, féminisation qui affecte d'ailleurs aussi quelques professions des villes.

Les quatre dernières années ont vu un nouvel accroissement du nombre des travailleuses. Ainsi, dans le secteur socialisé (industrie, commerce, fermes d'Etat et coopératives agricoles), le pourcentage de celles-ci par rapport à l'ensemble des salariés est passé de 39,4 % en 1970 à 42 % en 1974.

Le tableau ci-contre indique cette proportion, ainsi que la répartition des femmes par différentes branches d'activité (3).

Travailleurs employés dans le secteur socialisé	11.273.400
dont les femmes	4.731.300
soit 42 % de l'ensemble.	

Activités	% des femmes
Industrie	39,3 %
Agriculture	25,8 % *
Bâtiment	17,7 %
Transport et communications	23,6 %
Commerce	71,3 %
Education, culture, sciences et arts	67,2 %
Services de santé et de protection sociale	78,6 %
Administration et juridiction	57,0 %
Gestion communale	35,9 %

* Il s'agit uniquement des femmes employées dans les fermes d'Etat et les coopératives agricoles.

Quelles sont les véritables raisons de cette montée rapide des femmes dans les activités professionnelles ?

(3) Tableau établi d'après le *Petit Annuaire statistique 1975 (Mały Rocznik Statystyczny)*, Varsovie, 1975.

Aspiration à l'indépendance ? Désir de s'affirmer ? On le dit souvent en Pologne. Sans doute ces facteurs entrent-ils en jeu pour beaucoup d'entre elles, mais pas pour toutes, et certainement pas pour les ouvrières d'industrie, mères de famille, occupées à l'extérieur quarante-six heures par semaine (sans compter le temps nécessaire au transport) et qui travaillent aussi bien la nuit que le jour. D'autant plus que les trois-quarts des travailleuses ont de 25 à 34 ans : elles sont donc, dans la plupart des cas, mariées, et elles ont des enfants, souvent en bas âge. Cela pose bien des problèmes...

En réalité, la mère de famille, épouse d'un ouvrier, d'un employé de commerce, d'un instituteur ou d'un petit fonctionnaire, travaille dehors par nécessité économique. Même si le salaire du mari a été récemment rajusté, un deuxième salaire est nécessaire à la subsistance d'un foyer composé de quatre ou cinq personnes. Non seulement pour satisfaire les besoins croissants d'une « société de consommation » en herbe, mais surtout en raison de la constante hausse des prix des articles alimentaires et tous les autres, car l'inflation prend, en Pologne, des formes différentes qu'en Occident, mais, bien que déguisée, elle devient de plus en plus sensible.

Une autre nécessité économique, collective cette fois, explique cette montée des femmes : le manque de main-d'œuvre dont l'industrie et l'agriculture polonaises se ressentent depuis plus d'un an. Sans doute la pénurie n'est-elle qu'apparente et résulte-t-elle dans une grande mesure d'une gestion bureaucratique, d'une mauvaise organisation de certaines industries et d'une absence de coordination entre elles. (Les instances du parti et le gouvernement débattent depuis des mois de la « réorganisation », de la « rationalisation » de l'emploi, etc., sans aboutir à des résultats concrets). Toujours est-il que plusieurs entreprises réclament en vain des ouvriers qualifiés.

Rien d'étonnant que les femmes répondent à l'appel. D'autant plus qu'elles sont employées dans toutes les industries (sauf au fond des mines), exécutent des travaux pénibles et insalubres, y compris ceux de nuit.

AVANTAGES ACCORDÉS AUX TRAVAILLEUSES

Pour obtenir un apport considérable de travail féminin et, de surcroît, empêcher sa défection, en particulier pour la raison inhérente à la nature du « sexe faible », la maternité, le P.O.P.U. et le gouvernement se sont vus obligés de prendre quelques mesures en

faveur des femmes. En juillet 1972, le congé de maternité à plein salaire fut porté de douze semaines à seize. En outre, pour élever son enfant, la femme obtient un congé de trois ans sans solde. Cependant, « toutes les femmes ne peuvent pas se permettre de prendre un tel congé », remarquait récemment une militante syndicale (4). Comme, depuis peu, les salariés polonais bénéficient d'un samedi libre sur quatre (récupérable par ceux qui travaillent 42 heures par semaine), les femmes occupées dans les usines ont le droit d'éviter la veille le *troisième poste* (travail de nuit).

D'après le Bureau politique du P.O.P.U., qui a débattu de ces questions en sa réunion du 4 mars dernier, le nombre de crèches et d'écoles maternelles a doublé en 1974. Or, celui des crèches était si minime que, même doublé, il reste insuffisant. Une militante le soulignait également à la réunion syndicale d'avril.

Les équipements collectifs — restaurants, cantines et bars — dont l'aménagement dans les entreprises industrielles et commerciales est depuis longtemps demandé, pourraient contribuer à « faciliter la vie des femmes qui travaillent » (slogan à la mode); mais, si de tels équipements existent dans nombre de banques et de grands offices, ils font encore défaut dans les usines qui emploient en majorité le personnel féminin, notamment celles du textile de Lodz.

INÉGALITÉ DES SALAIRES INÉGALITÉ DES CHANCES

Les travailleuses sont-elles traitées sur pied d'égalité avec leurs compagnons en matière de rémunération et de promotion sociale ?

Contrairement aux déclarations officielles, la situation à cet égard n'apparaît pas du tout satisfaisante à la lumière d'études objectives, statistiques à l'appui. Celle qu'une femme a récemment consacrée à ces questions — et, de surcroît, dans la revue du parti, *Les Nouvelles Voies* — est assez révélatrice (5).

L'auteur affirme d'emblée : « *Le principe du salaire égal pour le même travail est obligatoire en Pologne* », tout en ajoutant une précision restrictive : « *Il est généralement respecté* ». Mais, dans la pratique, constate-t-elle, « *le taux des salaires moyens des femmes est*

(4) A la réunion plénière du Conseil central des syndicats, tenue à Varsovie le 17 avril dernier, in *Głos Pracy (La Voix du Travail)* du 18 avril 1975.

(5) Etude de Mme Z. Czyzewska : *Transformations dans la situation des femmes en Pologne*, in *Nowe Drogi (Les Nouvelles Voies)*, n° 3, mars 1975, pp. 40-50.

inférieur à celui des salaires des hommes, et cela à différents niveaux de qualifications. L'écart le plus faible entre les appointements des unes et des autres apparaît chez les travailleurs ayant la formation supérieure ».

Or, on ne peut même pas donner pour prétexte l'absence d'instruction des jeunes filles, ni leur insuffisante préparation professionnelle. Ce qui d'ailleurs eût été surprenant dans un pays où, comme l'indique notre auteur, « les jeunes filles reçoivent la même instruction que les garçons, dans toutes les disciplines et à tous les niveaux de l'enseignement ».

En fait, grâce à l'évolution des mœurs, bien antérieure à l'avènement du régime populaire, les jeunes Polonaises n'envisagent pas leur devenir en fonction du mariage et, depuis longtemps, elles veulent s'assurer leur indépendance matérielle. Rien d'étonnant donc que, de nos jours, à la sortie de l'école élémentaire, elles poursuivent leurs études. Si bien que, dans les lycées préparant à l'enseignement supérieur ou aux postes dans l'administration, elles sont plus nombreuses que les garçons ; elles se trouvent au-dessus de la moitié (52 %) aux collèges techniques, mais au-dessous (40 %) dans les écoles professionnelles formant les ouvriers qualifiés. Et au niveau d'études supérieures, elles représentent exactement la moitié de l'ensemble des étudiants. Elles sont même majoritaires dans certaines disciplines : non seulement en biologie (82 %) et en psychologie (79 %), mais aussi, chose surprenante, en mathématiques (61 %). Elles restent toujours minoritaires parmi les étudiants en électrotechnique (18 %) et en électronique (15 %).

On constate que les jeunes filles ont fait récemment un bond remarquable en matière d'instruction secondaire générale où elles devancent numériquement les garçons, ainsi qu'en formation technique où elles les suivent de près.

Cette préparation professionnelle « égalitaire » des femmes, corollaire d'une nécessité économique du pays, ne suffit pas pour qu'elles soient traitées en égales des hommes, dans les questions essentielles. En matière de salaires, cela impliquerait, en effet, pour l'Etat-patron non seulement une action énergique contre le conservatisme des mœurs et certaines idées préconçues, ancrées chez le « sexe fort » sous toutes les latitudes, mais surtout une dépense supplémentaire de plusieurs milliards de zlotys...

Plus flagrante encore que cette disparité est l'inégalité dans le domaine de la promotion. Au lieu des « chances » si vantées, les travailleuses polonaises font figure de laissées-pour compte. Leur avenir professionnel est

bouché. Situation d'autant plus grave qu'elle persiste depuis des années, sans qu'un changement y apparaisse. Même dans les branches d'activité qui emploient en majorité des femmes ayant les qualifications professionnelles requises, peu d'entre elles arrivent aux postes responsables ou de direction. Ainsi, dans les services de santé et de protection sociale où, comme l'indique le tableau statistique ci-dessus, elles atteignent trois quarts du personnel, dont 45 % de docteurs en médecine, pas une seule n'est montée à un échelon supérieur de cette administration. Dans les ministères englobant les activités culturelles, scientifiques et l'éducation, où le personnel féminin est largement majoritaire (voir le tableau), sur une bonne douzaine de directeurs de départements, il se trouve tout juste une femme. Il en est également ainsi dans les professions dites « féminisées », y compris celles de médecins, d'enseignants et de juristes. Quant aux branches techniques, même si les femmes, aussi qualifiées que les hommes, y présentent près d'un quart de l'effectif, celles qui arrivent aux postes de direction totalisent un pourcentage infime (de l'ordre de 6,8 %).

La situation n'est guère plus brillante dans l'appareil d'Etat. Le gouvernement de la Pologne populaire compte deux femmes vice-ministres — au Commerce intérieur et à l'Industrie légère —, lesquelles, d'ailleurs, ne se manifestent pas beaucoup. Et — fait bien plus grave — la participation des femmes aux organismes territoriaux des villes et des communes est nettement disproportionnée à leur importance dans la nation. Ainsi, sur un ensemble de plus de deux mille trois cents personnes placées à la tête des communes, il n'y a que cent treize femmes (soit à peine 5 %). Mais aux échelons supérieurs de cette hiérarchie, sur plus de quatre cents responsables des districts et des villes, il y a tout juste huit femmes. Aucune d'elles ne remplit une charge plus élevée. Et pourtant là où elles occupent un poste, au niveau communal, elles se tirent parfaitement d'affaire. Mieux, elles s'acquittent admirablement de leurs tâches, affirme l'un de leurs collègues.

La journaliste qui, dans l'hebdomadaire *Polityka*, relève ces faits — encore un auteur du « deuxième sexe » ! — énumère non sans amertume les nombreuses femmes chargées de plus hautes responsabilités en pays étrangers — chefs de gouvernement, ministres, ambassadeurs, secrétaires d'Etat, etc. Et de rappeler la triple présence féminine au gouvernement, en France, où, souligne-t-elle, « Aux échelons élevés de l'administration, il y a 13,7 % des femmes » (6).

(6) Mme W. Skulska, dans son reportage *Les chances des femmes*, in *Polityka*, n° 10, du 8 mars 1975.

Sans doute, en Pologne populaire, l'exemple vient-il du sommet, du P.O.P.U. : son Bureau politique comprend uniquement des hommes ; au Comité central, sur cent-quinze membres titulaires, il n'y a que cinq femmes. Il est vrai qu'elles ne constituent même pas un quart (23,2 %) de l'effectif global du parti (2.322.531 personnes). Fait très intéressant, mais pas pour elles-mêmes... Car l'« action militante » apparaît nécessaire, et nous verrons en quoi.

Même dans les organisations syndicales, qui comptent près de douze millions d'adhérents, hommes et femmes, celles-ci ne jouent pas le rôle correspondant à leur activité salariale. Aux échelons intermédiaires, dans les syndicats et les unions locales, elles forment respectivement 40 et 32 % des responsables. Mais en haut de la hiérarchie c'est très différent : une seule femme sur dix-neuf présidents des unions territoriales (de voïevodies) et une seule sur vingt-trois présidents des fédérations. Cependant — on l'a remarqué à plusieurs reprises — dans les réunions plénières du Conseil central, comme aux congrès syndicaux, elles se montrent souvent plus courageuses, plus revendicatives que les hommes. Il en fut de même en 1971, pendant les grèves déclenchées dans les usines du textile à Lodz où les ouvrières se trouvèrent à la tête du combat. Elles obtinrent gain de cause.

Quant à la vieille Ligue des Femmes, reprise en main par les communistes après la dernière guerre, la baisse de sa popularité est aussi spectaculaire qu'éloquente. De près de deux millions de membres, en 1960, il n'en restait qu'un cinquième, dix ans plus tard. L'association, dont la présidente actuelle, Mme Milczarek, fait partie du Comité central du P.O.P.U., n'atteint pas aujourd'hui un demi-million d'adhérentes.

LES FEMMES SONT COMME ÇA...

Etrange défection que celle des femmes, dans tous les domaines de la vie nationale et surtout aux échelons supérieurs de l'activité économique, dans un pays où, par le passé, elles avaient été les précurseurs de leur émancipation ! Défection devenue si flagrante que des collaborateurs et collaboratrices de quelques périodiques de Varsovie osent, de temps en temps, en parler ouvertement. Et d'en rechercher les raisons. Quels sont ces obstacles « subjectifs et objectifs » qui empêchent l'avancement professionnel de la « deuxième population » ?

Récemment, la journaliste déjà mentionnée de *Polityka* prit l'initiative de s'enquérir

auprès de personnalités connues du monde universitaire, scientifique, médical et de représentants de quelques ministères. Les réponses fusèrent, aussi nombreuses que variées.

Passons sur celles des médecins, d'ailleurs contradictoires, qui nous amèneraient à des considérations savantes sur les chromosomes Y, propres à l'homme et dont l'absence chez la femme assure sa supériorité. Relevons uniquement les principaux arguments qui expliquent ou justifient l'omission des femmes dans la promotion.

Ce sont d'abord des affirmations d'ordre général touchant leurs traits particuliers (?) :

- Les femmes s'adaptent facilement à toute situation, et notamment à celle où — elles le savent — nul n'attend d'elles l'ascension aux postes de direction.

- Instruites et intelligentes, elles ne veulent pas montrer leur supériorité intellectuelle aux maris, soucieuses de maintenir l'harmonie du couple.

- Elles manquent de stimulants et d'ambition pour monter en grade.

Autant d'assertions, plus ou moins abstraites, qui ne résistent pas aux faits réels, invoqués par des sociologues. Écoutons-les.

- Dans la rude concurrence qui surgit partout, les candidats étant plus nombreux que les postes de direction, on élimine les personnes chargées de tares, dont deux semblent principales : *ne pas avoir une « bonne origine sociale » ; être femme*. Car, suivant les canons préétablis, celle-ci doit être infirmière, secrétaire, psychologue et, si docteur en médecine, de préférence pédiatre...

- Préjugés traditionnels, préventions et dédain à l'égard du « deuxième sexe » persistent encore dans tous les milieux, y compris celui des universitaires. Il semble néanmoins qu'ils soient en voie de disparition chez les jeunes âgés de moins de 30 ans.

- Il y a surtout les « difficultés objectives » : la double journée de travail, à l'extérieur et au foyer, épuise la femme.

- La remarque ou reproche qui revient le plus souvent — chez d'autres que les sociologues — concerne la faible participation des travailleuses à l'activité politique et sociale. (« *On n'en compte pas beaucoup au parti ; or l'activité politique est, à côté des qualifications professionnelles, la condition essentielle d'avancement aux postes de direction* ». Propos tenus par M. Niedzwiedzki, directeur de département au ministère de la Justice).

Les deux dernières constatations montrent mieux que des statistiques l'« infériorité » des travailleuses. A l'occasion, on apprend — si on n'ignorait — quel est le critère de l'avancement.

En fait, la Pologne populaire demande beaucoup à ses filles. Beaucoup trop : travailler dehors (46 heures par semaine, en usine, et 42 heures ailleurs, avec un samedi libre sur quatre); « participer à la vie politique et sociale » (ce qui implique quelque dizaines d'heures supplémentaires par mois); s'occuper de leur maison, mettre au monde et élever les enfants, et, surtout, être la gardienne de la famille remise soudain en vogue.

LA VIE DE FAMILLE : DIFFICULTÉS DE TOUS LES JOURS

Edouard Gierek, qui glorifiait récemment la famille, « sans laquelle il ne peut y avoir de société socialiste », se risqua aussi à réfuter « les théories nées en terrain capitaliste sur sa prétendue inévitable crise » (7). Autant prendre ses désirs pour la réalité. Car cette crise, on la ressent en Pologne avec plus d'acuité qu'ailleurs, et depuis quelques années déjà. Si bien qu'une enquête consacrée aux problèmes des femmes, publiée il y a un an à Varsovie, concluait : « Pour comble de malheur, la maison rappelle progressivement bien plus un hôtel mal organisé qu'un foyer familial. Harassée de travail, la femme n'est plus en mesure de créer un climat de repos et de détente » (8).

Ce n'est pas l'activité professionnelle de la femme qui, à elle seule, provoque ce remuement ménager hôtelier. Ce sont les difficultés de la vie quotidienne qui, en Pologne populaire, surtout dans les grandes villes, créent des charges supplémentaires pour les ménagères, les contrarient, fatiguent, agacent et dépriment, entraînant le désordre à la maison.

Les longues files d'attente devant les magasins d'alimentation où, pour acheter de la viande, les mères de familles passent deux ou trois heures ne sont point une partie de plaisir. (Le quotidien syndical *Głos Pracy*, du 9 avril dernier, établit que les Polonaises perdent chaque jour vingt-sept millions d'heures pour le principal repas. Ce n'est pas pour le cuisiner, mais pour acquérir les aliments nécessaires). Les courses à l'autre bout de la ville où l'on vient de « jeter en vente » les vêtements dont les enfants ont besoin ou, une autre fois, une paire de chaussures pour elle-même d'une pointure normale, autre que celles de 35 ou 44, ne sont pas des babioles.

(7) Voir son discours du 6 mars, in *Trybuna Ludu* du 7 mars 1975.

(8) Enquête intitulée *Cette gentille petite différence* (de trois auteurs dont deux femmes), in *Polityka*, n° 10, du 9 mars 1974.

Quelles que soient les explications fournies par le parti et le gouvernement, ces « manquements passagers » empoisonnent depuis longtemps la vie des femmes. Sans pourtant nous y appesantir, n'indiquons que les déficiences dont elles souffrent le plus.

- Dès l'aube, ce sont les conditions pénibles du transport urbain emprunté au moins deux fois par jour. Dans la journée, suivent d'autres difficultés.

- L'insuffisance et la mauvaise organisation des services de prestation (blanchisseries, teintureries, plomberies, etc.).

- Le manque d'articles d'industrie légère.

- La pénurie d'articles alimentaires, tels que viande et sucre.

- Le manque de fruits et légumes.

- L'insuffisant approvisionnement du marché en produits laitiers : on trouve principalement du lait écrémé et des fromages maigres.

Tout cela a été reconnu par M. Pierre Jaroszewicz, président du Conseil des ministres (9).

De plus, les conditions d'habitat donnent bien des soucis aux femmes et à leurs familles. On construit plus rapidement et mieux les usines que les maisons destinées aux travailleurs. Tant et si bien que le nombre de logements terminés en 1975 (265.000, suivant P. Jaroszewicz) ne correspond pas du tout à celui des familles qui, depuis longtemps, attendent la remise des clés. En outre, près de la moitié des logements attribués, il y a une dizaine d'années, aux jeunes couples ne suffisent plus à une famille qui s'est agrandie depuis. On imagine les conséquences qui en découlent pour la maîtresse de maison.

A ces difficultés concrètes, peut-être terre-à-terre, mais obsédantes, de la femme, épouse et mère, s'ajoute souvent — trop souvent, hélas! — le fléau de la Pologne populaire, l'alcoolisme. Si l'abus de la vodka n'affecte pas une seule catégorie socio-professionnelle, c'est pourtant dans les milieux modestes qu'il produit les dégâts les plus sensibles, matériels et moraux.

Indiquons, enfin, que, faute d'employées de maison, peu de femmes exerçant l'activité professionnelle trouvent une aide capable de s'occuper de leur intérieur et des enfants. Et celles qui, par nécessité de leur profession, doivent s'absenter le soir ont plus d'un problème à résoudre.

LUCIENNE REY.

(9) Dans son discours à la Rencontre nationale des femmes, le 6 mars, in *Trybuna Ludu* du 7 mars 1975.

Deux nouvelles biographies de Staline

Stalin, as revolutionary, 1879-1929, par ROBERT C. TUCKER. W.W. Norton and Company, 1973, New York. XVII et 519 pp.

Stalin. The man and his Era, par ADAM B. ULAM. The Viking Press, 1973, New York. 760 pp.

Article écrit pour la *Revue Canadienne des Slavistes* (Canadian Slavonic Papers), de Carleton University, Ottawa, qui en autorise aimablement la reproduction. Les notes et le post-scriptum ont été ajoutés par l'auteur pour la présente réimpression.

« La littérature biographique sur Staline a ses conventions », écrit M. Tucker, et, en effet, il est difficile aux récents biographes de se soustraire à l'influence des travaux accomplis avant la guerre dans ce domaine. Les premiers historiographes qui ont fait « *the spade work* », comme disait Sidney Hook, ne disposaient que de maigres données sur la personne du « secrétaire général » et devaient inévitablement esquisser une histoire du Parti communiste dans le déroulement du mouvement révolutionnaire en Russie. Les biographes actuels doivent beaucoup au défrichage réalisé par leurs devanciers, même quand ils font mine de l'ignorer, et ils bénéficient à présent d'une abondante documentation accumulée au cours du dernier quart de siècle, surtout depuis la mort de Staline.

Le discours secret de Khrouchtchev au XX^e Congrès de son Parti, le compte rendu du XXII^e Congrès, les mémoires et recueils de textes publiés ensuite, les ouvrages de Djilas et de Dedijer, de Svetlana Allilouieva, de Roy Medvediev, de Soljenitsyne, les témoignages de plusieurs rescapés du bagne soviétique, pour ne citer que des choses essentielles, sont mis largement à contribution par MM. Tucker et Ulam, surtout par le second (mais nous n'avons qu'un premier tome de M. Tucker qui en annonce trois). Les deux auteurs ont consciencieusement dépouillé toute la « littérature » disponible, et le lecteur profane doit tirer grand profit du labeur immense que les deux livres représentent. Quant au lecteur déjà versé dans cette discipline, il y trouve ample matière à controverse dans l'ensemble comme dans le détail.

★ ★

MM. Tucker et Ulam, chacun à sa façon, ont voulu innover en donnant un tour origi-

nal à leurs biographies, le premier en traitant le sujet en tant que « *psychohistory* », le second en adoptant un style familier, souvent désinvolte, parfois sarcastique, entremêlant l'exposé des faits avec des réflexions anachroniques (1) de professeur à Harvard qui commente après coup (et quantité de points d'exclamation). Bien que les deux ouvrages contrastent en dépit de leurs sources communes, ils offrent prise, parfois, à la critique sur certains points pour des motifs analogues. On peut regretter qu'ils insistent trop sur des détails peu significatifs, alors que des faits importants sont passés sous silence : ainsi l'affaire Sultan-Galiev, dont Kamenev a pu dire que ce fut « la première arrestation d'un membre éminent du Parti faite sur l'initiative de Staline », et que ce fut aussi « *Stalin's first taste of blood* ».

Sultan-Galiev, président du Conseil des commissaires du peuple tatar et adjoint de Staline au Commissariat des nationalités, avait été arrêté en 1923 et il a dû être « liquidé » en 1929. De même les deux auteurs ne disent mot de l'affaire Miasnikov qui a pourtant son importance du fait que Staline prêtait à Trotski la proposition de fusiller l'opposant, ce que le secrétaire général aurait empêché (sur ce point, il y a des raisons de penser que, cette fois, Staline n'a pas menti). Lénine avait instamment recommandé à ses fidèles de « ne pas verser le sang dans le Parti », et il importe de savoir comment l'effusion du sang a commencé.

La « succession de Lénine », dont il est tant question dans les deux ouvrages, est une notion fictive qui n'a jamais existé à proprement parler, car personne n'a succédé ni ne pouvait succéder à Lénine dont la position exceptionnelle tenait à des capacités subjectives non transmissibles. Succéder en qualité de quoi ? En tant que membre du Politbureau et président du Conseil des commissaires, Lénine a eu nominalement des successeurs, mais en tant que Lénine, aucun, et pour cause. Staline a exercé un pouvoir sans conteste, ce qui ne fut pas le cas de Lénine, et par des moyens très différents de ceux qui permirent à Lénine de surpasser ses camarades. Lénine n'a pas été secrétaire du Parti. Quant à Trotski, ou Zinoviev, ou Boukharine, ils n'ont ja-

(1) C'est-à-dire apparemment contemporaines aux faits, alors qu'elles sont en réalité rétrospectives.

mais pu aspirer à une « succession » inconcevable dans les conditions du temps et du milieu.

Tout au long de leurs biographies, les deux auteurs tiennent pour allant de soi que le personnage de leur étude était un marxiste, avant d'incarner le « marxisme-léninisme », ce qui reste encore à démontrer. Le marxisme a existé avant Staline, il a eu des interprètes divers nommés Engels, Kautsky, Bernstein, Jaurès, Guesde, Plekhanov, Labriola, Rosa Luxembourg et autres dont on ne voit pas la moindre parenté avec le propriétaire de « l'archipel du Goulag ». Que la terminologie spéculaire du communisme soviétique soit adoptée sans réserve critique en Occident, non seulement par les politiciens superficiels et les journalistes peu regardants, mais aussi par des historiens qui ont pris la peine d'étudier longuement la matière, il y a là un phénomène plus que troublant qui dépasse de beaucoup les limites relativement étroites d'une biographie d'homme célèbre. Mais considérons le « marxiste » tel que M. Tucker le dépeint et l'analyse dès le début de son ouvrage.

Staline, lit-on, devint marxiste en son jeune âge, et M. Tucker n'a pas tort sur ce point en un certain sens : il s'agit de marxisme dans l'acception la plus banale du terme, synonyme de socialisme, sans implication culturelle particulière, marxisme élémentaire partagé par des millions d'êtres humains. Mais M. Tucker ajoute que le jeune Staline prit Lénine pour modèle, que son ambition était de devenir un « héros révolutionnaire » comme Lénine, qu'il a ensuite voulu partager l'autorité (*co-leadership*) puis assumer la succession de Lénine. Donc Staline tendait à être un « second Lénine », ressembler à l'homme qui lui tenait lieu d'*identity-figure*, devenir comme Lénine un « héros de l'histoire », Lénine étant pour lui un modèle, répète M. Tucker en veine de *psycho-history*, nouveau genre de biographie, car, à l'en croire, les bolchéviks, dès l'origine, « avaient accepté, même révééré Lénine comme leur chef ». D'un bout à l'autre de son livre, l'auteur réitère inlassablement son idée préconçue, comme s'il avait besoin de s'en persuader lui-même, selon laquelle Staline « *formed a hero-identification with Lenin in his youth* » et s'appropriait au rôle de deuxième leader charismatique (le vocabulaire de Max Weber, comme celui de Freud, étant à la mode).

Cependant, rien de tout cela ne résiste au moindre examen. Le chapitre sur « Lénine comme héros révolutionnaire » est fallacieux du commencement jusqu'à la fin. Les textes de Staline, maître comédien et menteur invétéré, utilisés comme références bien que postérieurs à la mort de Lénine, n'ont évidemment

aucune valeur probante (2). Admettre que Staline s'identifiait à Lénine dès 1903 en lisant l'*Iskra* est une mauvaise plaisanterie, car les articles de ce journal étaient anonymes et personne à l'époque, surtout pas au Caucase, ne savait ce qui (en Europe occidentale) sortait de la plume de Lénine, de Martov ou de Potressov. En dehors de petits cercles social-démocrates, Lénine était presque ignoré. Il n'avait rien d'un « héros de l'histoire ». Ses écrits sérieux, plutôt ternes, d'une pédagogie souvent aride, tantôt non signés, tantôt signés de divers pseudonymes, n'atteignaient alors qu'un public restreint. Les populistes, les terroristes, les socialistes-révolutionnaires occupaient le devant de la scène politique avec leurs actions d'éclat, leur littérature éloquent. Si l'on veut absolument évoquer des héros révolutionnaires, ils se nommeraient plutôt Karakozov, Jéliabov, Kibaltchitch. Rien ne désignait Lénine comme un héros. Ses biographes ont du mal à trouver son nom dans la presse d'avant la guerre de 1914. « En janvier 1917, le nom de Lénine était encore vaguement connu en Russie, excepté parmi les révolutionnaires professionnels », écrit avec raison David Shub. C'est seulement au début de la révolution de mars 1917 que Lénine apparaît soudain en vedette. Et même alors, il n'est pas vrai que déjà « les bolcheviks avaient accepté, même révééré, Lénine comme leur chef », M. Tucker *dixit*.

Lénine a exercé sans nul doute un grand ascendant sur ses plus proches camarades, peu nombreux, qui le fréquentaient dans le privé (Staline n'était pas de ce petit nombre avant 1917), mais il a aussi rebuté tous ceux qui faisaient preuve de caractère ou d'esprit indépendant. Sa carrière est jalonnée de ruptures avec les meilleurs de ses collaborateurs ou disciples. Entre la révolution de 1905 et celle de 1917, il s'est trouvé très seul quand Bogdanov, Bazarov, Krassine, Lounatcharski, Gorki, Pokrovski et autres bolcheviks se sont séparés de lui. M. Tucker doit savoir qu'il a, un moment, envisagé de partir pour l'Amérique. « Je ne sais si je vivrai assez pour voir une renaissance du Parti », dit-il à sa sœur Anna, dans son sentiment de solitude. Puisant presque exclusivement dans les écrits apologétiques publiés sur Lénine après sa mort, M. Tucker, à son tour, se livre à une véritable apologie de son « héros », que pourrait publier le Gosizdat ou l'Institut du marxisme-léninisme. Mais on composerait aussi bien un portrait de Lénine tout différent en emprun-

(2) M. Tucker fait grand cas, notamment, d'un discours de Staline relatif à la première fois où celui-ci aperçut Lénine à la conférence de Tammerfors, en 1905. Mais ces paroles ne prouvent rien, puisque prononcées dix-huit ans plus tard, quand Staline et sa coterie entreprirent, en 1923, de machiner à leur profit le culte éhonté de la personnalité de Lénine.

tant aux témoignages d'autres contemporains très dignes de foi et qui furent proches de Lénine à divers moments de sa vie.

D'ailleurs, M. Tucker se contredit quand il mentionne à juste titre des oppositions auxquelles Lénine eut à faire face en diverses circonstances. De 1903 à 1921, le pseudo-héros révéré se heurta dans son propre groupe dirigeant à de vives résistances quand il voulut imposer sa « ligne » changeante et souvent inattendue. Sa réputation d'inaffabilité (dans son milieu) ne date en réalité que de 1921. Il avait eu raison de ses contradicteurs en 1917 pour s'emparer du pouvoir, puis en 1918 pour signer la « paix infâme » de Brest-Litovsk, puis en 1921 pour décréter après Cronstadt une volte-face en politique économique. Alors, mais alors seulement, il est considéré par ses fidèles comme un oracle, et non pas depuis le début du siècle. Encore a-t-il du mal à faire prévaloir certaines de ses vues, jusqu'à sa mort. Et parmi les contestataires qui lui firent obstacle figurait précisément Staline en plusieurs circonstances, ce qui réfute la thèse de M. Tucker d'après laquelle le disciple n'a cessé de vouloir s'identifier à son maître (3).

* * *

M. Tucker ne cesse de prêter à Staline « le sentiment de soi-même d'être un vrai grand homme et son besoin impératif de faire reconnaître sa grandeur par les autres ». Quant à la première partie de cette affirmation, c'est exactement le contraire qui est vrai : Staline avait parfaitement conscience de son infériorité intellectuelle et de la médiocrité de sa culture ; il jalousait ses collègues plus instruits, capables de citer Marx, Henri Heine, Goethe, dans les discussions, et il a fini par les haïr jusqu'à les supprimer quand il en a eu le pouvoir. Son « besoin impératif de faire reconnaître sa grandeur » (grandeur inexistante, faut-il préciser), ce besoin fut réel et il l'assouvit par les moyens les plus abjects n'ayant rien de commun avec le comportement de Lénine.

(3) A maintes reprises, Staline s'est trouvé en opposition à Lénine. Pour écourter le présent article, nous renvoyons à Trotski (*Lettre à l'Institut historique du Parti*) et à Roy Medvédiev (*Le stalinisme*) : leurs références sont irréfutables. On pourrait encore y ajouter, mais au moins un seul point décisif : l'attitude constante de Lénine devant la fameuse « question juive », parfois qualifiée de judéophilie, et la judéophobie précoce de Staline qui, après de très nombreux crimes racistes de sa façon, aurait abouti à l'extermination générale des Juifs de l'U.R.S.S. si la mort du « Caligula du Kremlin » n'avait mis un terme au génocide. On sait que le faux complot des médecins « assassins en blouses blanches » et leur exécution capitale devaient servir de prélude à la « solution finale » stalinienne (cf. entre autres, Soljenitsyne : *L'archipel du Goulag*, t. I, p. 74). M. Tucker aurait du mal à motiver ensuite ce qu'il appelle en son langage le « processus psychologique d'identification » selon Freud.

Autant le prestige de Lénine était naturel, autant celui de Staline après l'extermination des opposants fut artificiel, imposé par le mensonge et la violence. Aucune identification entre les deux hommes n'est concevable : Lénine était un doctrinaire dogmatique (tempéré de souplesse politique), logicien à sa façon obstinée, imbu de ses vérités simplistes empruntées au marxisme scolastique ; Staline, au contraire, un empirique méprisant les principes marxistes ou autres, cultivant très intelligemment sur un plan vulgaire sa supériorité spécifique sur les phraseurs, consistant à manipuler les individus en spéculant sur leurs défauts, leurs faiblesses, leurs tares, leurs intérêts matériels. Staline se savait tout différent de Lénine sous tous les rapports et, loin de s'évertuer à l'imiter, il a développé ses aptitudes particulières d'homme pratique qui ne se paye pas de mots, dédaigneux de toute idéologie, sachant s'entourer de parvenus, de partisans, de courtisans, tandis que des intellectuels comme Trotski ou Boukharine lui opposaient des citations de Karl Marx. (Bien entendu, un compte rendu ne peut que schématiser pour abréger).

M. Ulam a raison d'écrire : « L'explication de sa vie est aussi banale que bien des discours de Staline sont banals : il était corrompu par le pouvoir absolu ». Ni Freud, ni Max Weber n'ont que faire ici. Mais en quoi consistait ce pouvoir absolu, auquel Lénine a fait une trop brève allusion dans son Testament ? M. Ulam oublie de le définir et M. Tucker ne l'explique pas davantage, bien que certains passages de son chapitre 6 semblent le promettre. C'est pourtant le point capital, sur lequel devra insister toute bonne biographie future. Car Staline est incompréhensible en dehors de sa fonction de secrétaire général du Parti qu'il a transformée d'organe exécutif en instrument du pouvoir.

Contrairement à Lénine et contrairement à ce que prétend M. Tucker, Staline est peu soucieux de formulations théoriques ; il s'avère très conciliant dans les disputes politiques des fractions ou tendances ; ce qui l'intéresse, c'est de disposer des hommes et, à cette fin, il perfectionne son « appareil » tandis que ses contradicteurs se dépensent en démonstrations « idéologiques ». Comme il n'est ni écrivain, ni orateur, ni penseur, qu'il n'a aucun don « charismatique », Lénine lui accorde les qualités d'homme pratique par excellence, le tient pour un « organisateur », alors que selon M. Tucker « il n'était pas particulièrement doué comme organisateur et administrateur ». Il n'avait certainement jamais rêvé de devenir ce qu'il est devenu, il ne pouvait supposer *a priori* que Trotski, Zinoviev, Boukharine et autres se laisseraient annihiler de la sorte, et à chacun de ses succès sur ses adversaires il a compris « jusqu'où il pouvait

aller trop loin ». Conscient de son infériorité intrinsèque, dépourvu de tout sens moral à un degré inimaginable, il a compensé ses manques par les pires procédés de perfidie, de cruauté, de sadisme. Rien de commun avec Lénine, nonobstant certaines apparences trompeuses, ce qui n'exonère pas Lénine de sa responsabilité majeure.

Les récents biographes se trompent lourdement quand, pour se donner des airs d'objectivité, ils se croient obligés de contredire les adversaires communistes de Staline vaincus dans les luttes intestines, et qui n'ont pas forcément tort en tous points dans leur défaite. Ces biographes, en faisant abstraction de l'essentiel, prêtent à Staline des qualités imaginaires pour expliquer son ascension au pouvoir totalitaire. Or, l'essentiel c'est le mécanisme de « l'appareil », maître des corps et des âmes par ses ramifications multiples (le secrétariat et ses sections diverses, son *Outchraspred* et son *Orgraspred*, outre sa section policière secrète), ledit appareil que Lénine avait confié inconsidérément à Staline et dont celui-ci a su faire un usage si monstrueux qu'aucun commentaire n'en peut donner une idée suffisante. Les limites de ce compte rendu ne permettent pas de combler une telle lacune (4).

M. Ulam fait preuve d'un scepticisme justifié quand il réfute au passage certaines notions reçues sur le sujet, mais en même temps d'une crédulité excessive quand il admet sans réserve certaines versions qui lui conviennent (empruntées, par exemple, à Svetlana Allilouieva, dont la contribution à la biographie de son père est, certes, inappréciable, mais qui ne sait pas tout (5) et qui colporte d'évidentes erreurs de détail). M. Ulam est mal renseigné sur l'argent allemand prétendument versé à Lénine en 1917, et il va jusqu'à accepter une calomnie stalinienne au détriment de Racovski (6). Il se trompe en attribuant à Staline une plaisanterie de l'opposition relative à la veuve de Lénine. Il a raison de nier la version d'un conflit entre droite et gauche motivant les dissensions du Parti. Il a tort d'imputer aux mencheviks l'accusation

(4) Aucune biographie de Staline n'éclaire l'ascension du personnage à un pouvoir absolu sans précédent dans l'histoire, parallèle à l'extermination méthodique du parti de Lénine qui n'a su opposer à l'exterminateur aucune résistance efficace. Quelques allusions de certains auteurs semblent promettre l'explication attendue, mais tournent court. Il serait donc important de publier une sorte de *complément* à toutes les biographies existantes de Staline. Mais qui l'éditerait ?

(5) Voir le post-scriptum.

(6) Sur la légende de l'argent allemand, du wagon plombé (sealed) et sur les prétendus méfaits de Racovski, voir dans le *Contrat social*, vol. XII, n° 4, de décembre 1968 notre article : « L'or et le wagon », auquel on pourrait ajouter de nouveaux arguments sans réplique. Là aussi, la question se pose : comment publier la vérité ?

portée contre Staline d'avoir mouchardé à la police son camarade Chaoumian pour s'en débarrasser : cette accusation vient de Chaoumian lui-même et de bolcheviks les plus hauts placés, non pas seulement des mencheviks, et l'auteur du présent article qui a logé chez L. Sérébriakov ou fréquentait des dirigeants du Parti les plus en vue a le droit de l'attester. (Ce qui ne veut pas dire que Staline ait été un agent de l'Okhrana, comme Edward Ellis Smith a essayé en vain de le prouver dans un livre (7) très erroné ; il y a là deux thèmes absolument distincts).

M. Ulam se contredit en écrivant que Staline « liquidait ceux qui auraient pu le gêner en cas de guerre », alors qu'il a dit précédemment que le pacte avec Hitler ne motive nullement le massacre d'opposants, réels ou virtuels. Il y aurait encore beaucoup à relever en sens divers dans son ouvrage énorme et très riche. Mais puisqu'il faut conclure, nous souscrivons pleinement à la conclusion de M. Ulam selon laquelle « en esprit, la Russie soviétique de nos jours est beaucoup plus celle de Staline que celle de Lénine ».

B. SOUVARINE.

Post-scriptum. — Le suicide de Nadièjda Allilouieva, femme de Staline, est une des nombreuses affirmations trop sommaires du livre en question, et que les limites d'un compte rendu ne permettent pas de traiter suffisamment. Quelques lignes pourtant s'imposent, sur ce point si particulier. Car la version du suicide, acceptée par M. Ulam, n'est nullement établie.

Svetlana Allilouieva semble se fier à Paulina Molotova, mais celle-ci était une menteuse stalinienne invétérée, indigne de confiance à tous égards. Faute de preuves, on est réduit à des conjectures qui vont plutôt, jusqu'à présent, dans le sens du meurtre caractérisé. De toute façon, même si Staline a *seulement* acculé sa femme au suicide, il s'agit d'un meurtre *sui generis*, mais pour l'histoire il n'est pas indifférent de connaître la vérité autant que possible. A ce sujet, voir nos articles du *Contrat social* : « Le meurtre de Nadièjda Allilouieva », vol. XI, n° 3, mai 1967 ; et « Staline et les siens », vol. XI, n° 6, décembre 1967, que nous ne pouvons reproduire ni résumer ici.

Depuis, deux témoignages inattendus sont venus s'ajouter aux présomptions antérieures, encore que bien des détails ne concordent pas entre eux et, certes, prêtent à contestation ; mais cela n'a rien d'étonnant si l'on songe aux circonstances cauchemardesques où les *dramatis personae* se sont trouvées en ce temps-là au Kremlin et autour.

A l'appui de la version du meurtre direct, il y a maintenant les mémoires d'Aimo Kuusinen, femme d'Otto W. Kuusinen, ancien secrétaire de l'Internationale communiste, un des hommes liges de Staline, membre du Politbureau et du secrétariat du P.C. soviétique jusqu'à sa mort en 1964. Dans ce livre (*Der Gott stürzt seine Engel*, Verlag

(7) *The Young Stalin*, New York, 1967. Dans une correspondance privée, l'auteur a précisé que son intention n'avait pas été d'accuser ainsi Staline ; selon lui, on aurait mal interprété la tendance de son livre.

Fritz Molden, Wien, München, 1972), l'auteur rapporte les confidences d'une doctoresse, Mourontseva, communiste à tous crins, femme d'un vieux bolchévique, et mêlée avec deux de ses confrères médecins à la constatation du décès de Nadièjda, à la mise en bière, etc. Elle atteste la version du crime de Staline, d'ailleurs répandue dans les sphères supérieures du Parti. On peut dire que ce témoignage n'est pas encore une vraie preuve, mais il s'ajoute aux données déjà acquises; et peut-on passer outre au récit de l'épouse de Kuusinen, membre de Politbureau et du secrétariat du Parti ?

En 1971, les éditions Globus (Zagreb, 1971) ont publié le livre (*7000 jours en Sibérie*) d'un communiste yougoslave d'origine autrichienne, Karlo Stajner, rescapé de l'Archipel du Goulag. Il s'est trouvé au bagne en compagnie de Taïssa Iagoda,

sœur du célèbre tchékiste en chef Henrik Iagoda, longtemps exécuteur des hautes et basses œuvres de Staline. Elle a dit à Stajner comment Staline avait exigé de Iagoda l'emploi des moyens les plus abominables pour obtenir du Dr Lévine, médecin du Kremlin, qu'il certifie le suicide de Nadièjda. Sous la torture, le malheureux Lévine dut s'exécuter, ce qui ne lui sauva pas la vie. Taïssa Iagoda parlait aussi des ordres donnés à son frère par Staline pour « liquider Maxime Gorki », comme du meurtre de Nadièjda, sans intention de révéler quoi que ce soit, mais dans la conversation courante, et sans souci de précision dans le détail (elle ou lui se trompe sur un point, puisque la mort de la victime fut imputée publiquement à l'appendicite). Sur ce livre comme sur le précédent, il y a eu une singulière conspiration du silence.

Les mouvements d'extrême gauche au Portugal

Les activités des mouvements révolutionnaires « gauchistes » subissent pratiquement toujours une double distorsion.

En temps ordinaire, quand la situation du pays est calme, les observateurs de la chose politique minimisent l'action des révolutionnaires, la passent sous silence, ou l'apparentent à un folklore bon enfant. Il s'agit d'une première — et lourde — erreur. En bons marxistes, les gauchistes passent le plus clair de leur temps à rechercher dans la société bourgeoise, les « contradictions » et ils mettent à cette quête une ardeur, un acharnement que les communistes n'ont plus depuis belle lurette. Explorant trente « champs de lutte » potentiels par trimestre, ils finissent infailliblement par déclencher un conflit. Que l'exploitation ultérieure de ce conflit leur échappe en grande partie, et que la « récupération » soit faite, selon les cas, par la majorité ou par les partis du programme commun, est une autre histoire. L'explosion de Draguignan en juillet 1974,

par exemple, a pris au dépourvu la classe politique et une bonne partie des militaires eux-mêmes. Pourtant, c'est depuis 1971 que la Ligue communiste avait, sans le dissimuler aucunement, annoncé le début d'une action dans l'armée. L'année suivante un procès impliquant trois appelés, membres de la ligue, avait eu lieu à Rennes (le « procès Trouilleux »).

Minimisée en temps de paix civile, l'action des groupes révolutionnaires est exagérée en cas de crise. Le gauchiste devient alors l'épouvantail, ses actes déformés et caricaturés polarisent l'opinion publique, emplissent la « majorité silencieuse » d'une terreur sans objet réel, et, ce qui est plus grave, détournent l'attention d'entreprises autrement plus sournoises, plus importantes et plus dangereuses menées par d'autres.

La notoriété des gauchistes date de mai 1968. Leur importance également. Il nous a donc semblé intéressant de dresser un tableau de l'état des forces des mouvements

Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 90 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 140 F. pour un an (120 F. pour les pays du Marché commun), supplément de 30 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Comptes Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

révolutionnaires dans un pays où l'on peut dire que se déroule, depuis maintenant plus d'une année, un « Mai 1968 » permanent, le Portugal. On verra ce qu'est l'importance réelle des gauchistes, la menace qu'ils présentent pour les libertés et, par déduction, s'ils constituent le gros des périls qui menacent la jeune démocratie portugaise.

On pourra de même se demander si une

observation attentive de l'activité fébrile déployée par les mouvements gauchistes clandestins dans les deux années précédant le 25 avril 1974, n'aurait pas dû mettre la puce à l'oreille des dirigeants de l'ancien régime portugais, même si, à l'évidence, le choc qui les a renversés est venu non pas de ces groupes eux-mêmes, mais du Mouvement des Forces Armées.

I. Les maoïstes

L'ensemble des mouvements se réclamant de la pensée de Mao-tsé-toung représente 70 % des gauchistes portugais. La vitalité de ces groupes (une bonne dizaine groupés autour de trois pôles principaux) est extraordinaire, et leur influence non négligeable. Capables d'organiser des meetings de plusieurs dizaines de milliers de personnes (1), publiant une bonne cinquantaine de journaux, dont le tirage global dépasse certainement les deux millions d'exemplaires annuels, les marxistes-léninistes portugais semblent avoir accompli une percée dans la classe ouvrière. On les trouve en effet à la direction

de la quasi-totalité des « commissions ouvrières », et la lutte qu'ils ont engagée contre le Parti communiste du Portugal leur vaut la sympathie parfois manifeste du P.S. de Mario Soarès. Il est remarquable au demeurant que la « carte » du gauchisme varie de pays à pays. Moteur du mouvement révolutionnaire au Portugal et en Allemagne fédérale, les marxistes-léninistes sont, en France, largement à la traîne derrière les mouvements trotskystes. Voici donc un panorama, aussi complet que possible, du maoïsme portugais.

Le M.R.P.P.



Le M.R.P.P. (*Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat*) est sans conteste le groupe révolutionnaire qui jouit de la plus grande célébrité en dehors du Portugal. Ses responsables et militants,

doués d'un sens aigu de l'action publicitaire, lui ont assuré une notoriété qui, selon les groupes rivaux, est fondée sur bien peu de chose et, en particulier, sur une implantation militante relativement faible. Une analyse approfondie du problème montre qu'il n'en est rien. A l'heure actuelle, le M.R.P.P. est sans conteste le groupe le plus actif de l'extrême gauche révolutionnaire et il compte parmi ceux dont l'implantation en milieu ouvrier est la plus réelle, et la plus nombreuse.

1. - Bref historique.

Le M.R.P.P. a été fondé, dans la clandestinité, au Portugal même, le 18 septembre 1970, par la réunion des groupes de la jeunesse communiste portugaise qui avaient suivi la voie chinoise, et d'un mouvement étudiant : l'E.D.E. (*Esquerda Democrática Estu-*

diantil : gauche démocratique étudiante) constitué, sur le modèle du mouvement du 22 mars français, à la rentrée scolaire de 1968. Les responsables de l'E.D.E., Arnaldo Matos et Fernando Rosas, sont toujours à la direction du M.R.P.P.

Dès le 25 avril 1974, le M.R.P.P. fait surface et devient un mouvement légal, son organe théorique « *Bandeira Vermelha* » paraît officiellement, ainsi que son hebdomadaire d'agitation « *Luta Popular* », qui existait dans la clandestinité (avec une périodicité beaucoup plus relâchée) depuis quatre ans.

2. - Après le 25 avril 1974.

Le M.R.P.P. étroitement et uniquement Marxiste-Léniniste-Maoïste « s'inspirant de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne » se lance dès le lendemain du coup d'Etat dans une série d'actions dont l'aspect désordonné ne doit pas faire oublier le but : la constitution du parti. Pour un marxiste, a fortiori un maoïste, le parti ne se crée pas n'importe comment, n'importe quand : un certain nombre de conditions se doivent d'être remplies.

« Question :

Quelles sont les conditions pour la fondation du Parti ?

Réponse :

Elles ont été formulées au cours d'une réunion du Comité Central en octobre 1972.

(1) Ce qui est considérable à l'échelle du Portugal continental, comptant moins de 10 millions d'habitants.

1° Avoir mis au point un programme minimum et un programme maximum ainsi que les statuts. Le programme cependant ne peut être élaboré en chambre par une demi-douzaine de spécialistes. Il doit naître de la lutte des classes et répondre à ses besoins. Nous avons réalisé cette condition pour l'essentiel et préparons un projet de programme pour la fin de cette année. Nous publierons en même temps les statuts.

2° Avoir tracé une ligne de démarcation entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes d'un côté, les marxistes-léninistes et les néo-révisionnistes de l'autre. Nous avons mené une importante lutte idéologique dans notre pays contre les faux communistes. Nous avons en particulier caractérisé politiquement et idéologiquement le néo-révisionnisme, phénomène qui est apparu aussi pensons-nous dans d'autres pays.

3° En troisième lieu, nous posons la condition d'avoir une position claire, nette et ferme sur la question coloniale et sur la question de l'indépendance nationale de notre patrie. Notre mouvement a été le seul qui ait adopté des positions internationalistes prolétariennes, en lançant le mot d'ordre « Guerre du Peuple à la Guerre coloniale ! », transformation de la guerre coloniale en guerre civile révolutionnaire. Il a mené à l'intérieur du pays, dans les dures conditions de la clandestinité, une grande lutte de masse contre la guerre et pour l'indépendance nationale des peuples frères des colonies. Nous avons par ailleurs caractérisé notre pays comme une néo-colonie de l'impérialisme américain, et désigné celui-ci comme l'ennemi principal du peuple portugais.

4° La quatrième condition, c'est d'avoir des noyaux forts dans les principaux centres ouvriers et dans quelques centres paysans. Notre mouvement a désormais des noyaux forts, stables, fermes, dans les principaux centres industriels et urbains de notre pays. Par contre notre pénétration dans la paysannerie est encore insuffisante. Nous devons faire des efforts importants pour que cette condition soit complètement remplie.

5° La cinquième condition, c'est la reconnaissance de notre mouvement par l'ennemi, comme étant son ennemi principal, et la reconnaissance des masses populaires à l'égard de notre mouvement comme leur avant-garde. Il est aussi nécessaire, bien que ce ne soit pas une condition essentielle, que le mouvement communiste international ait une compréhension au moins implicite du rôle de notre mouvement. En ce qui concerne les deux premiers points, nous considérons ces conditions comme suffisamment remplies. En ce qui concerne l'attitude du mouvement communiste international, notre mouvement s'efforce en ce moment de faire connaître sa position. Nous avons déclenché récemment un mouvement d'étude et de rectification des cadres et de mobilisation en vue de la fondation du Parti. Ce moment

historique de la lutte des classes au Portugal n'est plus éloigné ».

« *Les conditions du M.R.P.P. pour la création du parti* », dans « *Théorie et Politique* », n° 2.

Sous l'impulsion de responsables énergiques : Saldanha Sanches, membre du Comité Central, directeur de « *Luta Popular* » ; Arnaldo Matos, également membre du C.C., le M.R.P.P. se bat sur plusieurs fronts qui, au fond, peuvent être ramenés à deux : celui de l'impérialisme (les U.S.A., la C.I.A., la droite portugaise) et celui du social-impérialisme (l'U.R.S.S., le Parti communiste Portugais, l'intersyndicale (2), etc...).

LES ATOUTS DU M.R.P.P.

Cette stratégie de double front conduit le M.R.P.P. à se livrer à une recherche active d'espions américains ou de fascistes (réels ou supposés) qui sont remis à grand fracas de presse au Régiment d'Artillerie Légère n° 1, le fameux régiment rouge, et, parallèlement, à mener une véritable lutte à mort contre le P.C.P., lutte qui a provoqué l'interdiction de fait du M.R.P.P. quelques semaines avant les élections.

Il faut bien voir que le M.R.P.P., contrairement à ce qui se passerait en France dans le même cas, ne court pas fatalement à l'écrasement immédiat dans cette lutte. Il a dans sa manche plusieurs atouts.

— Une forte implantation : à Lisbonne (plus de 3.000 militants actifs), à Porto (où a eu lieu en janvier 1975 un meeting groupant près de 20.000 ouvriers sympathisants ou, du moins, d'extrême gauche), et il commence à s'organiser dans les campagnes de l'Alentejo, où sa récente apparition chez les ouvriers agricoles inquiète le P.C.P. Son action se fait également sentir chez les pêcheurs de la côte centrale du Portugal. Si l'on ajoute qu'il intervient régulièrement (défilés du 1^{er} mai, par exemple) à Olhao, Guarda, Barreiro, Moncorvo, Braga, Vila Real, Braganca, Coimbra, Figueira, Da Foz, Vila Da Feira, Leiria, Castelo Branco etc..., on voit qu'on peut parler d'implantation nationale.

— Son hebdomadaire « *Luta Popular* », 16 pages, deux couleurs, grand format, tire régulièrement à 60.000 exemplaires, ce qui est considérable pour un pays comme le Portugal.

(2) Syndicat unique contrôlé à peu près complètement par le P.C.P.

simple, et la manifestation à laquelle — solitaire comme à l'habitude — il a appelé le 1^{er} mai 1975 a réuni moins de 5.000 personnes. Son audience n'a rien de comparable avec celle des partis institutionnels, même avec ceux qui, comme le P.P.D. ou le C.D.S., n'ont pas, pour leur faciliter l'existence, l'auréole des révolutionnaires et des martyrs de la résistance. Quant au soutien que lui apporte, en France, « *L'Humanité Rouge* » et des groupes mao-spontanéistes gravitant autour de « *Théorie et politique* », il semble ne pas dépasser le stade de l'article de journal ou de la pétition de principe.

Le coup dur auquel le M.R.P.P. s'attendait depuis plusieurs mois s'est produit dans la journée du jeudi 29 mai. De forts détache-

ments du C.O.P.C.O.N. (commandement opérationnel du continent, garde prétorienne du M.F.A. destinée à s'opposer à un putsch de droite ou à des émeutes gauchistes) ont occupé les locaux du M.R.P.P., et ont procédé à des perquisitions. Trois cents membres du M.R.P.P. ont été arrêtés. Ces opérations se sont déroulées dans une atmosphère d'émeute et de violentes bagarres ont éclaté, au cours desquelles on signale des blessés graves, et même — sans confirmation — un mort. Le silence des autres organisations révolutionnaires (le P.S. étant trop occupé par la saisie de son quotidien « *Républica* », pour se soucier d'autres problèmes) semble confirmer que les manœuvres d'intimidation des militaires commencent à porter leurs fruits.

L'U.D.P.



L'Union Démocratique Populaire n'est pas un parti. C'est une alliance conclue entre divers groupes maoïstes d'origine diverse :

- l'Union Révolutionnaire Marxiste-Léniniste fondée dans la clandestinité en 1970. Organe « *Folha Comunista* » ;
- le Front d'Action Populaire, Comité Marxiste-Léniniste Portugais (F.A.P.-C.M.L.P. fondé en 1962 (dans la clandestinité) se reconstitue, après l'arrestation de la quasi-totalité de ses membres en 1966 sous le nom de Comité d'Aide à la Reconstruction du Parti (C.A.R.P.) en 1973. Publication « *Voz do povo* » responsables : Campos, Pulido, Valente ;
- les Comités Communistes Révolutionnaires, fondés en 1969, publication « *Viva O Comunismo* », puis « *Causa Operária* ».

L'U.D.P., dont l'implantation dans la classe ouvrière est réelle, influence la coordina-

tion des Commissions Ouvrières et a participé notamment à la préparation de la manifestation du 7 février 1975, à Lisbonne. Cette manifestation a réuni 30.000 travailleurs provenant des principales entreprises portugaises : EFACEC, INEL, TAP, LISNAVE, SETNAVE, PLESSEY, CTT, TIMEX, malgré le boycott de l'Intersyndicale et du P.C.P., et la vive hostilité de la majeure partie du M.F.A.

L'U.D.P., qui a rejeté le projet d'entente avec le M.F.A. signé par les Partis institutionnels, s'est présentée aux élections du 25 avril 1975 dans 10 districts sur 22. Elle a obtenu 44.546 voix (0,79 % de l'ensemble des suffrages exprimés).

On peut voir, dans la manifestation commune qu'ils ont organisée, le 1^{er} mai, une tentative de regroupement entre l'U.D.P. et deux autres mouvements maoïstes : le Front Electoral Communiste (Marxiste-Léniniste) et le Parti de l'Unité Populaire. Cette union donnerait alors naissance à un parti.

L'A.O.C.



L'A.O.C. (Aliança Operario-Camponesa) est de création récente : sa fondation remonte en effet aux mois précédant les élections du 25 avril 1975.

L'origine de l'Alliance ouvrière et paysanne est simple : il s'agit purement et simplement d'une structure créée par le Parti communiste du Portugal (Marxiste-Léniniste) n° 2. Un numéro s'impose du fait de l'existence d'un autre P.C.P. (M.L.) d'ailleurs fantomatique, mais de création plus ancienne.

Le P.C.P. (M.L.) « n° 2 » provient donc d'une scission du P.C.P. (M.L.) n° 1, le groupe scissionniste conservant l'essentiel des forces ainsi que le dirigeant le plus connu, et d'une fusion avec un groupe autonome, le Comité Marxiste Léniniste du Portugal créée dans la clandestinité en 1971 (Organe « *O Bolchevista* »).

Les adversaires du P.C.P. (M.L.) lui reprochent sa création étrangère au Portugal : il aurait en effet été constitué à l'origine en France, dans l'émigration, sous l'égide de

l'Humanité Rouge. Il n'en demeure pas moins que le P.C.P. (M.L.) n° 2 bénéficie d'une reconnaissance « de facto » de la République Populaire de Chine. Son principal dirigeant, Vilar, secrétaire général du Parti, a en effet été reçu à Pékin le 4 avril 1975 en compagnie d'une délégation comprenant notamment Carlos Guinote, membre du Comité Central de l'A.O.C.

(destiné aux jeunesses du parti), « Catarina » (destiné aux femmes).

Proletários de todos os países, povos e nações oprimidas, uni-vos!

unidade popular N° 40
ANIL
1975
PÁG. 450

ORGÃO DO COMITÉ CENTRAL DO PARTIDO COMUNISTA DE PORTUGAL (MARXISTA LENINISTA)

Eleições: em quem votar?

Uma comissão do AOC fez um duplo apelo: a todos os democratas no nosso País e para todos os cidadãos conscientes e ativos em prol da liberdade e da justiça social. O apelo é para que se unam em torno de um programa comum e se apresentem em bloco nas eleições locais, nacionais e europeias.

Grandes vitórias dos povos da Indochina

O povo do Camboja e do Vietnã do Sul venceu a sua libertação e a sua independência. O povo do Laos venceu a sua libertação e a sua independência. O povo do Vietnã do Norte venceu a sua libertação e a sua independência.

Óito anos de prisão maior para Castiel

Castiel foi condenado a oito anos de prisão maior por crimes de terrorismo. O tribunal considerou que ele participou em vários atentados e que tentou assassinar vários membros do governo.

Phnom Penh vai cair!

As forças do povo do Camboja estão a preparar-se para a queda de Phnom Penh. Os soldados do povo estão a avançar para a capital e os cambojanos estão a preparar-se para a libertação da cidade.

Reconhecimento do Governo Revolucionário Provisório do Vietnã!

O povo do Vietnã do Sul reconhece o Governo Revolucionário Provisório do Vietnã. Este governo representa o povo do Vietnã do Sul e luta pela sua libertação e independência.



Um grupo de estudantes de Hanoi, estudantes de Moscovo de 1962 e membros do Comité Central do Partido Comunista do Vietnã do Sul, em visita ao Museu da Revolução do Vietnã do Sul em Hanoi.

Na morte de I.V. Stalin

Stalin foi um grande líder do povo soviético. Ele conduziu o povo da União Soviética à vitória na Segunda Guerra Mundial e à construção de um grande país socialista. A sua morte é uma grande perda para o povo soviético e para o movimento revolucionário mundial.

Uma delegação do PCP(m-l) na R.P. da China

Uma delegação do PCP(m-l) viajou para a República Popular da China. A delegação foi liderada por Carlos Guinote e teve como objetivo estabelecer relações de amizade e cooperação entre o povo português e o povo chinês.

A Voz do Trabalhador

ORGÃO CENTRAL DA ALIANÇA OPERÁRIO-CAMPONESA (AOC) • Rua Ferreira Lapa, 26, 4.º, Lisboa

O QUE É O SOCIAL-FASCISMO

O social-fascismo é uma ideologia que combina o fascismo com o capitalismo. Ele procura enganar o povo com promessas de trabalho e emprego, mas na realidade serve os interesses da burguesia e do imperialismo.

O assalto ao sindicato dos químicos

O sindicato dos químicos sofreu um assalto violento por parte dos social-fascistas. Eles tentaram impedir a realização de uma greve e a luta dos químicos por melhores condições de trabalho.

COMUNICADO DO PCP (m-l)

O Partido Comunista de Portugal (m-l) denuncia a tentativa de golpe de Estado e a luta do povo português pela libertação e independência.

ESTADOS UNIDOS-URSS

Os Estados Unidos e a URSS estão envolvidos numa luta constante pelo domínio mundial. O povo português deve estar atento a esta situação e lutar pela sua libertação.

A rivalidade intensifica-se

A rivalidade entre as forças imperialistas está a intensificar-se cada vez mais. O povo português deve estar alerta para não ser enganado por estas forças.

CIA + KGB GO HOME! УБИРАЙТЕС ДОМОЙ! RUA!

ALIANÇA OPERÁRIO-CAMPONESA

L.A.O.C., quant à elle, dispose d'une implantation ouvrière assez importante.

Son hebdomadaire « A Voz do trabalhador » est le reflet d'activités réelles à l'intérieur d'entreprises de premier plan. C'est une tendance appartenant à l'A.O.C. qui dirige le syndicat ouvrier de la chimie.

L'importance de son implantation ouvrière mise à part, l'ensemble P.C.P. (M.L.) - A.O.C. est le pendant de ce que peut être, en France, un mouvement comme l'Humanité Rouge.

Même style de propagande, même type de presse, même hostilité violente à l'égard du « révisionisme social-fasciste ».

par Keng Piao et Teng Hsuan, membres du C.C. du P.C.C. Cette reconnaissance est intéressante quand on sait que l'A.O.C., reçue par des dirigeants chinois, a officiellement appelé à voter pour le Parti socialiste, le 25 avril 1975 (cf. le bimensuel du P.C.P.-M.L. « *Unidade Popular* » n° 40 du 15 avril 1975, l'éditorial : « *Election: pour qui voter?* »). Après, toutefois, que les velléités électorales de l'A.O.C. aient été brisées dans l'œuf par une interdiction du même type que celle du M.R.P.P.

Le P.C.P.-M.L. a classiquement organisé autour de lui un certain nombre de satellites dont l'influence ne semble pas déterminante. Il participe naturellement aux commissions ouvrières et, comme c'est le cas pour l'ensemble des mouvements maoïstes, à l'Association Démocratique d'Amitié Sino-Portugaise.

Outre son organe central « *Unidade Popular* », le P.C.P. (M.L.) n° 2 contrôle une maison d'édition « *Seara Vermelha* », et un certain nombre de périodiques : « *Estrela Vermelha* » (organe théorique), « *Juventude Vermelha* »

Après avoir lu EST & OUEST envoyez-le à un ami

lement dans le nord du pays (Porto, Coimbra) et dans les Iles. Sa presse locale et régionale : « *Jornal do Centro* » (mensuel de Coimbra), « *Commercio de Funchal* » (hebdomadaire de l'île de Madère), divers périodiques locaux portant le titre de « *O Alarme* », semble bien diffusée et assez vivante. S'ajoute à cela une revue bimestrielle théorique : « *Spartacus* ».

Le F.E.C. (M.L.) dont les actions, très violentes, ne sont pas sans rappeler la grande époque de la « *Gauche Prolétarienne* » en France, est à l'origine des violences survenues lors du congrès du C.D.S. à Porto en février dernier. Les activités en question se déroulent sous l'égide d'un « *groupe d'action anti-fasciste* » (G.A.A.F.) créé pour la circonstance.

Comme tous les autres mouvements maoïstes, le F.E.C. (M.L.) a rejeté le projet du M.F.A. sur son institutionnalisation, et la réglementation de la vie politique.

L'avenir des Maoïstes

L'avenir des mouvements marxistes-léninistes portugais dépend largement, bien sûr, de la situation politique générale. Il est clair que si le M.F.A., dans lequel les maoïstes n'ont nulle confiance, et le P.C.P. s'assurent une position dominante, les mouvements pro-chinois seront contraints à une clandestinité rigoureuse. Dans le cadre d'une « *démocratie bourgeoise* » par contre, les marxistes-léninistes peuvent espérer conserver, et même renforcer, l'audience certaine dont ils disposent dans les milieux les plus défavorisés. Leur handicap majeur sera alors leur morcellement, dû à des nuances infimes dans l'analyse et à des querelles de personne relevant plus de la vendetta que du matérialisme historique. On se demande en tout cas si, pour les maoïstes, l'avenir se situe vraiment dans l'action légale et électorale. La capacité d'agitation des groupes marxistes-léninistes est en effet infiniment supérieure à leur score global (toutes tendances confondues) : un peu moins de 90.000 suffrages 1,6 % des voix exprimées.

II. Les activistes

Nous avons rangé dans cette rubrique deux organisations difficiles à définir par un autre vocable. Hostiles aux pratiques électorales, organisant des milices armées à peine clandestines, laissant leur programme théorique, à part quelques points de référence, dans un flou dont on peut se demander s'il est toujours volontaire, le P.R.P.-B.R. et la

L.U.A.R. ont également en commun le fait d'avoir été seuls à mener la lutte armée, avant le 25 avril 1975, sur le territoire portugais. En cas de glissement de l'appareil d'Etat vers la gauche, ces groupes espèrent jouer le rôle d'aiguillon de la révolution qui était, au Chili, celui du M.I.R.

Le P.R.P.-B.R.



Le Parti révolutionnaire du prolétariat - brigades révolutionnaires (P.R.P. - B.R.) a pour origine les Brigades révolutionnaires fondées en 1972 dans la

clandestinité. Ces brigades s'étaient donné pour but de créer au Portugal une situation révolutionnaire en pratiquant, dans un premier temps, le terrorisme puis, ultérieurement, la guérilla urbaine. Calqués sur le modèle des Tupamaros, les B.R. prénaient l'exécution de membres de l'appareil d'Etat, les vols d'armes dans les casernes, la « récupé-

ration » d'argent dans les banques, et la destruction par explosifs de bâtiments symbolisant le salazarisme. Peu nombreuses, mais bien structurées et sans pitié pour ceux des leurs ayant trahi, les B.R. ont atteint le 25 avril 1974 sans avoir été sérieusement inquiétées par la police politique de l'ancien régime. A leur actif, plusieurs attentats spectaculaires et deux hold-up relativement importants.

Dès le coup d'Etat du 25 avril 1974, les brigades révolutionnaires se sont officialisées sous le nom de *Parti Révolutionnaire du Prolétariat*.

Ce parti est assez difficile à cerner, dans la mesure où il échappe aux classifications familières. On le sent mal à l'aise dans l'action militante classique (meetings, mani-

festations, élections, etc...) et peu désireux, dans le fond, de donner au grand public la possibilité de jauger sa puissance réelle.

Les options politiques du P.R.P.-B.R. sont également assez floues. Grands admirateurs des révolutionnaires latino-américains, marqués malgré tout par les idées chinoises, ils offrent un cocktail idéologique dans lequel il entre comme composants (dussent les intéressés hurler à l'imposture) une bonne dose de guevarisme, un zeste d'idées maoïstes et une pratique militante proche de celles de la défunte *Gauche Proletarienne* française.

Cette idéologie pour le moins composite vaut au P.R.P. - B.R. l'accusation unanime des gauchistes « classiques » d'être coupé des masses. Il est vrai qu'on sent le P.R.P.-B.R. peu inquiet de son implantation en usines (implantation à laquelle les maoïstes et les trotskystes consacrent le plus clair de leur effort) et plus attiré par les actions exemplaires du type « populistes » prônées en France par l'ex-« *Cause du peuple* » et par « *Libération* ».

Le P.R.P.-B.R. a pour activité officielle principale l'occupation de domaines, et immeubles divers appartenant à des Portugais aisés, et la redistribution des dites propriétés à des travailleurs — ou chômeurs — misérables.

Dès sa création — à la fin de 1973 — le P.R.P. - B.R. a laissé entendre, et son porte-parole, Mlle Isabel Do Carmo est fort claire à ce sujet, que la situation issue du coup d'Etat d'avril 1973 était temporaire, et qu'on en viendrait nécessairement à un affrontement armé. Dans cette perspective, le P.R.P.-B.R. s'emploie à créer dans le *lumpen prolétariat* des villes et des campagnes, qui semble lui fournir le plus gros de sa clientèle, des réflexes émotionnels très simples du type : « P.R.P. - B.R. = bon, tout le reste = mauvais », en comptant beaucoup plus, au soir du grand soir, sur les milices armées dont il dispose clandestinement, que sur les masses populaireelles-mêmes. Le P.R.P. - B.R. anime également une « université populaire » à Lisbonne, dans laquelle les cours sont faits par des professeurs et étudiants sympathisants.

L'hebdomadaire du P.R.P.-B.R., *Revolução*, publie dans son numéro du 1^{er} mars 1975, une manière de plate-forme très simple indiquant notamment que :

« La dictature du prolétariat n'est pas la dictature d'un parti ou d'un groupe... mais des structures élues par la classe ouvrière dans son ensemble. Ces structures sont des commissions de travailleurs élues en assemblée générale et révocables à chaque instant... c'est l'organisation autonome des travailleurs qui exerce la dictature du prolétariat ».

On voit bien que le P.R.P.-B.R. ne s'encombre pas d'un excès de définition ou de précision.

L'hostilité qu'il professe à l'égard du M.F.A. (accusé d'être en majorité bourgeois) et des Partis communistes et socialistes (sclérosés, conservateurs, au service de l'étranger) a conduit le P.R.P.-B.R. à prôner la non-participation aux élections du 25 avril 1975, et à refuser de signer le pacte avec le M.F.A.

Le P.R.P.-B.R. fait une propagande active dans l'armée et semble implanté sérieusement au R.A.L. 1 (le régiment rouge) dont un capitaine a d'ailleurs récemment fait état de son appartenance à un parti.

Revolução



APRES AVOIR LU

EST & OUEST

ENVOYEZ-LE A UN AMI

Assez méprisant à l'égard des autres mouvements gauchistes n'ayant pas comme lui — sauf la L.U.A.R. — l'auréole de la lutte armée clandestine, le P.R.P.-B.R. a organisé sa propre manifestation le 1^{er} mai 1975.

Cette manifestation a notamment traversé les faubourgs de Lisbonne, où plusieurs milliers de pauvres gens habitent encore des gîtes ignobles, au milieu d'une indifférence quasi-générale.

LA L.U.A.R.

Les Brigades Révolutionnaires avaient été créées dans l'optique de l'action terroriste, tel n'est pas le cas de la L.U.A.R. Ce n'est qu'après une assez longue période de tâtonnement stratégique qu'elle s'est décidée à passer à l'action, avec un succès certain d'ailleurs. La L.U.A.R. est — comme le P.R.P.-B.R. avec lequel les points communs sont nombreux — un conglomerat politique. Formée au départ des « survivants » de deux organisations révolutionnaires non marxistes, le *Front Portugais de Libération Nationale*, créé en 1964 par Humberto Delgado (5) et Emilio Guerreiro, et le *Directoire Révolutionnaire Ibérique de Libération*, fondé en 1963 par Henrique Galvao, la L.U.A.R. s'est enrichie au cours des années de militants de provenance diverse, castristes, maoïstes, attirés par son activisme.

La L.U.A.R. commence le combat en 1967. Cette année-là, en mai, elle commet un hold-up retentissant à la Banque du Portugal, et « récupère » l'équivalent de plusieurs millions de francs lourds. En août, de la même année, elle « se procure » un important stock d'armes dans une caserne d'Evora, grâce à des complicités intérieures. Après ce départ en fanfare, la L.U.A.R. se signale sporadiquement par des actions de type terroriste. Plus importante que les Brigades Révolutionnaires, donc plus fragile, elle aura à souffrir de la répression.

Au plan des idées, tout ce qui a été dit sur le P.R.P.-B.R. convient à la L.U.A.R., à quelques nuances près. La L.U.A.R. a lancé, en mars 1975, le mouvement des occupations, en invitant des travailleurs pauvres à s'installer au Sporting-Club de Lisbonne. Elle rejette également la pratique électorale et refuse l'accord avec le M.F.A.

Les nuances avec le P.R.P. - B.R. sont quand même sensibles. La L.U.A.R. est plus importante tant en ce qui concerne les effectifs que l'influence politique. Les dirigeants de la L.U.A.R., Herminio de Palma Ignacio (secrétaire général) et Fernando Pereira Marques (directeur du bimensuel de la Ligue « *Fronteira* ») sont des personnages d'une cer-

taine envergure. La L.U.A.R., elle, ne se complait pas dans un splendide isolement. Elle agit fréquemment en coordination avec le F.S.P. et le M.E.S. (6), et même l'U.D.P. Son objectif est vraisemblablement de jouer le rôle qui était celui, au Chili, du M.I.R. (Mouvement de la gauche révolutionnaire). La L.U.A.R. n'est quand même pas un parti totalement légaliste. Elle dispose de milices armées clandestines d'une certaine importance, dans l'attente — elle aussi — du grand soir. Détail original, la L.U.A.R. prône l'intervention armée du Portugal aux côtés du M.P.L.A., mouvement de Libération Angolais marxiste pro-soviétique, contre les mouvements rivaux F.N.L.A. et U.N.I.T.A. Sa relative indifférence pour le combat dans les entreprises, l'origine de ses militants et son manque de révérence devant les marathons idéologiques, lui valent d'encourir l'accusation d'être « petit bourgeois, putschiste et aventuriste ». L'activisme débridé et romantique la L.U.A.R. rend ces reproches assez réalistes.

LES ACTIVISTES (CONCLUSION)

L'absence de toute référence à un programme sérieux, l'isolement international (à part peut-être des guérilleros latino-américains) sont des obstacles majeurs qui, à notre avis, entraveront le développement des activistes portugais. De par leur forme d'action et leur recrutement, ils semblent condamnés à demeurer des « baudruches politiques », faisant défiler un jour, après un coup d'éclat, cent mille personnes derrière leurs drapeaux et, incapables de les organiser, se retrouvant à deux mille le mois suivant. Armés, entraînés, fanatiques, ils peuvent néanmoins jouer le rôle de détonateurs lors d'une crise grave. Il semble exclu qu'ils puissent ultérieurement contrôler ou rentabiliser quoi que ce soit.

(5) Abattu ultérieurement, vraisemblablement par la police secrète salazariste.

(6) Front Socialiste Populaire et Mouvement de la Gauche Socialiste : petits partis du type P.S.U. existant sur la gauche du P.S.P.

III. Les trotskystes

On aura vite fait le tour des activités des trotskystes au Portugal (7). Elles représentent en effet 10 % maximum de ce qui, au total, se fait dans les milieux révolutionnaires. Une seule organisation a une existence effective. Le reste se situe au niveau de la secte, ou du bulletin confidentiel. Les mouvements trotskystes pratiquant un militantisme austère et routinier, semblent se heurter, dans l'ensemble des pays méditerranéens, à un manque de sympathie certain de la part de populations plus chaleureuses et plus spontanées : en Italie, en Espagne (avec l'exception de l'E.T.A. - VI au pays basque) en Grèce, dans les pays arabes, le trotskysme semble condamné à rester groupusculaire, et cantonné dans certains milieux intellectuels.

LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



Puissamment soutenue par la IV^e internationale et particulièrement par la Ligue Communiste Révolutionnaire française, la *Ligue Communiste internationaliste* (L.C.I.) est le seul mouvement trotskyste ayant, au Portugal, une existence réelle.

Active, dynamique, la Ligue se heurte à d'importantes difficultés d'implantation : son meeting électoral le plus important a réuni à Lisbonne moins de 5.000 personnes, ce qui est peu au regard des scores des maoïstes, et ce malgré la présence de « vedettes » étrangères, Alain Krivine, et Ernest Mandel. La L.C.I. semble pratiquement inexistante en dehors de Lisbonne et Porto. Présente dans 4 districts sur 22 lors des élections du 25 avril 1975 (ce qui témoigne de la faiblesse de son implantation), elle a obtenu 10.735 voix (0,19 % des suffrages exprimés), le score le plus faible obtenu par un groupe gauchiste. Détaillons : 3.685 voix à Lisbonne (0,30), 4.568 voix à Porto (0,57), 1.125 à Setubal (0,33) et 978 à Leira (0,41). Là où elle ne présentait pas de candidats, la Ligue appelait à voter pour le P.C.P., le M.E.S. et le F.S.P.

Ses organes de presse, « *Combate Operário* » et « *Luta Proletária* » (hebdomadaires), techniquement bien faits semblent refléter des combats moins durs que les journaux maoïstes, et se tourner vers des sujets théoriques, ou de politique étrangère, ce qui est classique des périodiques gauchistes ayant peu à dire sur leurs activités propres.

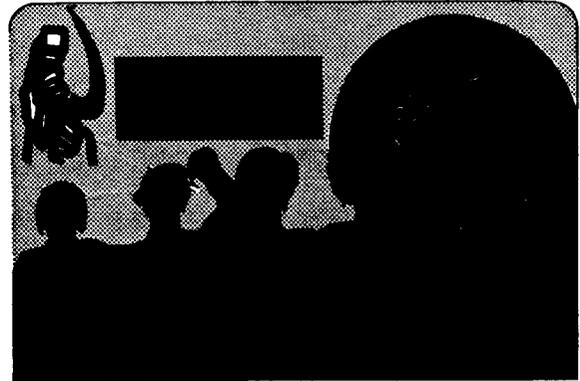
(7) Nous avons conservé dans cet article, bien qu'elle soit peu correcte, l'orthographe trotskyste au lieu des trotskistes parce qu'elle est ce dont usent les « trotskystes » eux-mêmes.

Depuis sa fondation (fin 1973) vraisemblablement dans l'émigration en France, la ligue a réussi néanmoins à se doter de structures parallèles : des groupes *Luta proletaria* semblables aux « *Taupes Rouges* » françaises et un *Front des soldats et marins révolutionnaires* dont l'importance réelle est à définir (organe : « *La caserne* »).

La L.C.I. intervient, de façon souvent critique, dans les Commissions ouvrières.



Jornal da Liga comunista internacionalista (organização simpaticizante da IV Internacional)



A CAMPANHA ELEITORAL (BALANÇO)

RELATORIOS DO 28 DE SETEMBRO E 11 DE MARÇO

DECLARAÇÃO SOBRE O 1.º DE MAIO NO S. U. NA IV INTERNACIONAL

CONSELHOS REVOLUCIONÁRIOS: DONDE VÊM PARA ONDE VÃO?

LA LIGUE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

A part la L.C.I., on signale l'existence d'un appareil, coupé semble-t-il de toute base militante : *La Ligue pour la Construction du Parti Révolutionnaire* créée fin 1974, de tendance O.C.I. - Lambert, et dont l'organe « *Vanguardia Operaia* » est d'une totale discrétion. La L.C.P.R. appelait à voter pour le P.C. ou le P.S. indifféremment. Si l'on ajoute une revue « *Combate Socialista* » essentiellement tournée vers des problèmes théoriques, et dont la pureté trotskyste est d'ailleurs douteuse, du fait de ses liaisons avec le groupe français « *Combat Communiste* », on a fait le tour du mouvement trotskyste portugais. Il représente bien peu de chose.

IV. Les pôles de regroupement

Il existe, en dehors des mouvements proprement dits, et des « courroies de transmission » que chacun d'entre eux a créé dans l'espoir hypothétique qu'elles deviendraient un jour unitaires, des pôles de regroupement effectivement « œcuméniques ».

— LES COMMISSIONS REVOLUTIONNAIRES DES TRAVAILLEURS

Créées sur le modèle des « soviets » de 1917, les *Commissions révolutionnaires des travailleurs* regroupent les ouvriers dans la mouvance gauchiste, violemment hostiles à l'Intersyndicale, et au P.C.P.

Nées après le 25 avril 1974, ces commissions existent dans les principales entreprises du pays. Lors du premier congrès unitaire des commissions, les 19 et 20 avril 1975, on comptait sept à huit cents délégués, venus de

trente-trois entreprises, et des représentants de quatorze unités militaires.

Une large partie des membres des commissions sont adhérents à un mouvement gauchiste : étaient présents les observateurs du M.R.P.P., du P.R.P. - B.R., de la L.C.I., du M.E.S., ainsi que des envoyés du M.P.L.A., du P.A.I.G.C., et de la junte de coordination révolutionnaire d'Amérique Latine M.I.R. - (Chili), P.R.T. - E.R.P. (Argentine), Tupamaros (Uruguay) et E.L.N. (Bolivie).

— DANS L'EMIGRATION

Lors d'un meeting de soutien du P.S.U. aux révolutionnaires du Portugal, le 16 avril 1975, au Palais de la Mutualité à Paris, un *Comité de coordination des révolutionnaires portugais en France* a été créé, où figurent des membres de la L.U.A.R., de la L.C.I., du M.E.S. et du F.S.P. habitant la France.

V. Conclusion générale

Voilà donc le panorama des forces réelles du gauchisme au Portugal. Sur le plan militant, activiste, elles sont considérables. Les gauchistes — surtout les maoïstes — semblent disposer de fonds inépuisables et se livrent à une débauche d'affichages, de tracts et de journaux, ce qui est fort onéreux. Le rôle des gauchistes sur la scène politique portugaise est important dans la période actuelle : ni paix civile ni guerre civile. Ils impulsent des luttes dans les entreprises, font accepter des revendications — insupportables par l'économie portugaise — et, à ce titre, jouent un rôle sérieux. Parallèlement, leurs manifestations théâtrales impressionnent la bourgeoisie portugaise, et contribuent à rendre plus difficile l'expression des partis politiques non marxistes, globalement qualifiés, de la social-démocratie à la démocratie chrétienne, de « fascistes » et « d'agents de la C.I.A. ».

Cela dit, dès que la situation s'aggrave, et tourne à la guerre civile, l'efficacité des gauchistes diminue singulièrement. On l'a bien vu lors du « putsch Spinoïste » du 11 mars dernier, où la risposte vint, foudroyan-

te, du P.C.P., déployant ses milices armées aux portes de Lisbonne, alors que les gauchistes, tels les carabiniers d'Offenbach, achevèrent la mobilisation de leurs troupes à la nuit tombée, longtemps, bien longtemps, après que tout fût rentré dans l'ordre, paralysés qu'ils étaient par des dissensions internes.

On peut alors se demander si, en cas de guerre civile, les brigades armées révolutionnaires ne seraient pas condamnées à jouer un rôle marginal, avant de jouer celui de victimes dans le cas d'un succès du Parti communiste comme dans celui d'un putsch de droite victorieux.

Il n'est pas nécessaire de s'attarder sur le sort des gauchistes dans une démocratie populaire. On peut donc dire sans grand risque de se tromper, que le seul type d'état où les gauchistes, quels qu'ils soient, aient un rôle à jouer est une démocratie bourgeoise, à direction modérée ou même socialiste.

Ajoutons, pour compléter le tableau que le rôle de certains groupes n'est pas très clair et que les accusations mutuelles de manipulation par le P.C. (U.D.P., F.E.C. - M.L.) ou par le P.S. (M.R.P.P., A.O.C.) se font, depuis quelques temps beaucoup plus vigoureuses.

**Le prochain numéro d'EST ET OUEST
paraîtra le Mardi 1^{er} Juillet 1975**

Xavier RAUFER